

NATIONS UNIES

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



UN LIBRARY
APR 3 1979
CONSEIL
DE SÉCURITÉ



Distr.
GÉNÉRALE

A/34/154
~~8/13209~~
2 avril 1979
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
CHINOIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-quatrième session
Point 11 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-quatrième année

Lettre datée du 30 mars 1979, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la Chine auprès de
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de demander que les documents publiés sous les cotes NV/79/15
et NV/79/17 soient distribués comme document officiel de l'Assemblée générale,
au titre du point 11 de la liste préliminaire, ainsi que du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent de la
République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) CHEN Chu

* A/34/50.

ANNEXE I

Lettre datée du 22 mars 1979, adressée au Secrétaire général par le
représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre par la présente le texte d'un mémorandum (appendice I) qui a été communiqué par M. Han Nianlong, vice-ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine à l'ambassadeur du Laos en Chine le 10 mars 1979, pour dénoncer catégoriquement et réfuter les accusations forgées de toutes pièces portées par le Gouvernement lao contre la Chine, ainsi que celui d'une note, en date du 14 mars 1979 (appendice II), adressée au Ministère des affaires étrangères du Laos par le Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine concernant la décision unilatérale de la République populaire lao de prier la Chine d'arrêter les travaux de construction d'une route et de rappeler tous les ingénieurs et techniciens chinois.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre, ainsi que du mémorandum et de la note ci-jointe comme documents officiels de l'Organisation des Nations Unies.

Le représentant permanent de la
République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) CHEN Chu

APPENDICE I

Mémoire daté du 10 mars 1979, adressé au Gouvernement de la République démocratique populaire lao par le Gouvernement de la Chine

1. Le 6 mars 1979, le Gouvernement lao a publié une déclaration attaquant avec perfidie la Chine et affirmant mensongèrement que celle-ci massait des troupes à la frontière, menaçant le Laos, envoyait des agents secrets et des commandos pour troubler l'ordre et la sécurité du pays et s'y livrer à des activités de propagande contre la ligne générale et la politique de son gouvernement, et s'ingérait dans les affaires intérieures du Laos. Auparavant, M. Soubanh, chef de la direction générale du Ministère lao des affaires étrangères, avait convoqué l'ambassadeur de la Chine au Laos et avait, à cette occasion, accusé sans aucun fondement la Chine d'avoir tiré des coups de canon du côté lao de la frontière sino-lao et prétendu calomnieusement qu'elle aurait aidé les troupes de Kong Le à préparer une attaque contre le Laos. Le Gouvernement chinois déclare solennellement que ces accusations du Gouvernement lao sont de pures fabrications dénuées de tout fondement. Le 7 mars, le Gouvernement lao a unilatéralement révoqué un accord conclu entre les deux pays, en forçant la Chine à arrêter les travaux de construction de routes au nord du Laos et à rappeler ses experts. Le Gouvernement chinois en ressent la plus vive indignation et adresse à ce sujet une protestation énergique au Gouvernement lao.

2. Il convient de souligner que les actes du Gouvernement lao sont prémédités, ce qui est grave, dénotant une intention de provoquer des conflits entre la Chine et le Laos et de saper l'amitié qui lie les peuples des deux pays. Au cours des derniers jours, on a, du côté lao, fait courir le bruit mensonger que la contre-offensive engagée en légitime défense par la Chine à la frontière sino-vietnamienne "menaçait l'ordre et la sécurité au Laos" et déclenché une campagne de propagande antichinoise, incitant le peuple lao "à se tenir prêt à tout moment au combat". Précédant cette déclaration du Gouvernement lao, les Gouvernements soviétique et vietnamien avaient proclamé de leur côté que la Chine s'appropriait "à envahir le Laos". On voit bien là que les menées antichinoises au Laos ont été manigancées par l'Union soviétique et le Viet Nam, et orchestrées par ces deux pays et le Laos en étroite collaboration. En emboitant le pas à l'Union soviétique et au Viet Nam pour intensifier leurs activités antichinoises et torpiller l'amitié traditionnelle entre les deux peuples chinois et lao, les autorités du Laos ne peuvent que nuire aux intérêts fondamentaux de leur peuple.

3. La Chine et le Laos sont des pays voisins amis, qui ont des montagnes et des rivières communes. La frontière sino-lao était une frontière pacifique et tranquille. Le Gouvernement et le peuple chinois ont toujours attaché une grande importance à l'amitié qui lie les deux peuples et se sont toujours efforcés de la préserver. Le peuple chinois n'a jamais cessé de chérir profondément le peuple lao.

Animée de l'esprit de l'internationalisme prolétarien, la Chine a pendant longtemps accordé toute l'assistance possible au Laos à l'époque de la révolution lao et de l'édification du pays. Jamais nous n'avons fait tort au peuple lao. Certaines circonstances ont amené le Laos à se conduire depuis quelque temps de façon inamicale à notre égard, mais nous avons toujours fait preuve de compréhension, compte tenu de sa difficile situation et adopté une attitude de modération, même quand ce pays en est arrivé à proférer publiquement des insinuations malveillantes à l'égard de la Chine. Or, voici que sous les pressions exercées par certaines parties, le Gouvernement lao vient de prendre de graves mesures antichinoises et a rejeté sur la Chine la responsabilité de la détérioration des relations entre les deux pays; ce qui ne manque pas de préoccuper profondément le Gouvernement chinois. Nous conseillons solennellement au Gouvernement lao de prendre en considération les intérêts fondamentaux des peuples chinois et lao ainsi que leur amitié traditionnelle, et de ne plus rien faire qui puisse porter atteinte aux liens qui les unissent.

APPENDICE II

Note datée du 14 mars 1979, adressée au Ministère des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao par le Ministère des affaires étrangères de la Chine

Le Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine présente ses compliments au Ministère des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao.

Dans une note datée du 7 mars 1979, adressée au Ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, le Ministre lao des affaires étrangères par intérim, M. Khamphaw Boupha, a demandé à la partie chinoise de suspendre les travaux de construction de la route M. Nam Bak-Luang Prabang et de rappeler tout son personnel technique.

A propos de cette décision unilatérale de la partie lao, le Gouvernement chinois tient à déclarer ce qui suit :

La route M. Nam Bak-Luang Prabang fait partie des projets d'assistance que la Chine a entrepris conformément à l'accord du 3 octobre 1974 entre les Gouvernements chinois et lao. Depuis le début des travaux de construction en 1977, les ingénieurs et techniciens chinois ont, avec l'aide de la population locale lao, surmonté de nombreuses difficultés et abattu leur part d'ouvrage. Ils se sont attirés les éloges de la population lao, contribuant à renforcer l'amitié entre les deux peuples. Aujourd'hui, prétextant de la situation actuelle qui règne dans le Haut Laos, situation difficile et complexe, le Gouvernement lao a soudain rompu unilatéralement l'accord entre les deux gouvernements en priant la partie chinoise de suspendre les travaux de construction et de rappeler tout le personnel technique chinois travaillant au projet. Il s'agit là encore d'une mesure prise par le Gouvernement lao sous les pressions exercées par d'autres pays pour saboter l'amitié traditionnelle entre les peuples lao et chinois. Le Gouvernement chinois déplore immensément cet acte unilatéral et déraisonnable du Gouvernement lao.

En raison de la décision prise par ce dernier, le Gouvernement chinois est contraint de suspendre temporairement les travaux de construction de la route M. Nam Bak-Luang Prabang et de retirer tout son personnel technique ainsi que son matériel de travaux publics. Il demande au Gouvernement lao de faciliter et d'aider le retrait de ce personnel et de ce matériel ainsi que de veiller à leur sécurité. Afin de faciliter le déroulement de cette opération, il suggère au Gouvernement lao de charger les ministères compétents d'aider les fonctionnaires de l'Ambassade de Chine au Laos à prendre dans le Haut Laos les dispositions particulières relatives au retrait.

Les peuples chinois et lao ont noué une profonde amitié au cours de leur longue lutte révolutionnaire. Le Gouvernement chinois est convaincu que le peuple lao ne saurait rien approuver qui vise à saper cette amitié. Il conseille au Gouvernement lao de ne pas se laisser entraîner plus avant sur la voie antichinoise.

ANNEXE II

Lettre datée du 26 mars 1979, adressée au Secrétaire général
par le représentant permanent de la Chine auprès de
l'Organisation des Nations Unies

Depuis quelque temps, les autorités lao attaquent et diffament hargneusement la Chine en répandant systématiquement des rumeurs mensongères selon lesquelles la Chine masse des troupes le long de la frontière sino-lao, se livre à des manoeuvres armées, "menace" le Laos, "envahit" les territoires lao, etc. Dans le même temps, les autorités lao ont, à plusieurs reprises, organisé de massives manifestations antichinoises et, déchirant unilatéralement des accords réciproques, ont demandé à la Chine de mettre fin à ses projets d'assistance au Laos et de rappeler ses techniciens et ses experts, et tenté ainsi délibérément d'envenimer les rapports entre les deux pays. Le Ministre chinois des affaires étrangères a déjà exposé clairement la position du Gouvernement chinois à l'égard desdits agissements des autorités lao dans son mémorandum du 10 mars adressé au Ministre lao des affaires étrangères. Les autorités chinoises estiment aujourd'hui nécessaire de faire une nouvelle mise au point qui précise bien la réalité des faits.

La Chine et le Laos sont des Etats voisins amicaux et la frontière entre les deux pays a toujours été fondée sur l'amitié. Pendant longtemps, les habitants frontaliers des deux pays se sont apporté entraide et soutien mutuels. Il ne s'est jamais produit aucun conflit ni aucune querelle le long de la frontière. La Chine n'a pas un seul soldat au Laos. Le Gouvernement et le peuple chinois ont toujours soutenu le peuple lao dans sa lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance et la libération nationales et ont contribué au mieux de leurs moyens à la reconstruction du Laos. Depuis l'année dernière, époque à laquelle des troupes vietnamiennes ont pénétré au Laos, les autorités lao ont pris un certain nombre de mesures préjudiciables aux relations d'amitié entre les deux pays. Manifestant sa compréhension à l'égard des autorités lao qui se trouvent dans une situation difficile, le Gouvernement chinois a toujours agi avec modération. Mais, ces temps derniers, les autorités lao ont brusquement intensifié leurs activités antichinoises, dirigeant ouvertement des accusations venimeuses contre la Chine et l'accusant même sans fondement de "se préparer à déclencher une invasion armée" contre le Laos. Les mêmes extravagants mensonges ont été répétés dans une communication en date du 21 mars 1979 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Ministre des affaires étrangères par intérim du Laos, Khampha Boupha. Du côté chinois, il y a longtemps qu'on a établi solennellement et sans ambiguïté que les attaques des autorités lao contre la Chine sont de pures inventions qui ne reposent sur rien et obéissent à des motivations cachées. Récemment, de nombreux analystes impartiaux appartenant à l'opinion internationale ont souligné qu'il n'existe "aucune indication que la Chine ait envahi le Laos" et que les affirmations lao sont "incroyables". C'est là un coup dur pour ces débiteurs de mensonges.

Quel est le véritable motif des fausses accusations proférées à plusieurs reprises par les autorités lao contre la Chine? Comme chacun sait, pour assouvir leurs ambitions d'expansion nationale, les autorités vietnamiennes ont envoyé par

dizaines de milliers des troupes pour occuper le Laos et des milliers de prétendus experts et conseillers pour contrôler les ministères du Gouvernement lao, plaçant ainsi en fait le Laos sous la complète domination vietnamienne dans les domaines militaire, politique, économique, culturel, dans celui de la propagande et dans d'autres secteurs. On a assisté également à une intensification de l'infiltration et de l'expansion soviétiques au Laos. Les récentes initiatives antichinoises ont été prises par le Laos à l'instigation de l'Union soviétique et du Viet Nam. L'initiative prise par les Gouvernements soviétique et vietnamien d'inventer des mensonges sur la "menace" chinoise sur le Laos et de publier des déclarations visant à créer un mouvement d'opinion publique dans ce sens en fournissent une preuve éloquent. A l'heure actuelle, plus de 100 000 agresseurs militaires vietnamiens continuent d'occuper le Kampuchea, et il existe dans l'opinion internationale un courant d'opinion de plus en plus important pour réclamer le retrait des forces vietnamiennes du Kampuchea. Afin de sortir de leur isolement, l'Union soviétique et le Viet Nam, le grand hégémoniste et le petit, ont même recouru au moyen méprisable qui consiste à répandre des mensonges et des calomnies pour tenter de détourner l'attention du public et de dissimuler l'intensification de leurs propres actes d'agression et d'expansion en Indochine. Récemment, et dans le moment que les autorités lao, à la remorque de l'Union soviétique et du Viet Nam, attaquent et diffament la Chine, le Viet Nam a envoyé des renforts dans la région frontalière sino-lao dans un effort désespéré pour créer une atmosphère de guerre. Cela ne peut que susciter l'inquiétude.

Le Gouvernement chinois est toujours opposé à l'agression et à l'expansion et s'est efforcé sans relâche de maintenir la paix, la sécurité et la stabilité en Asie du Sud-Est, dans l'ensemble de l'Asie et dans le reste du monde. Nous espérons que les Nations Unies et les secteurs objectifs de l'opinion mondiale accorderont toute leur attention aux initiatives aventuristes des autorités soviétiques et vietnamiennes qui occupent et contrôlent le Laos et créent des tensions dans cette région. Nous demandons aux Nations Unies de poursuivre leurs efforts pour contraindre le Viet Nam à retirer du Kampuchea toutes ses troupes d'agression et pour forcer le Viet Nam et l'Union soviétique à mettre immédiatement un terme à leur mainmise sur le Laos et à leur ingérence dans les affaires de ce pays et à retirer du Laos les forces d'occupation vietnamiennes afin d'éliminer la cause originelle de la tension dans cette région et de servir les intérêts de la paix, de la sécurité et de la stabilité de l'Asie du Sud-Est, de l'Asie et du monde entier.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Organisation des Nations Unies.

Le représentant permanent de la République
populaire de Chine auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) CHEN Chu